

# Sommaire

[Daniel Lenoir](#)

Page 3 à 3

## « Le mal-logement : une question sociale globale »

Les associations de lutte contre l'exclusion le rappellent régulièrement à l'opinion et aux pouvoirs publics : le mal-logement est un phénomène massif, aux effets sociaux particulièrement lourds pour plusieurs millions de personnes. Ses formes sont diverses. La plus extrême est sans doute la situation des personnes sans domicile, qui ne sont pas toutes sans abri, mais sont, le plus souvent, accueillies...

[Nadia Kesteman](#)

Page 4 à 9

## Introduction

Qu'est-ce que le mal-logement ? Comment l'appréhender à la fois dans ses aspects humains, historiques, techniques, économiques ? Ce numéro paraît alors que la crise du logement, loin d'être soluble dans la (résistible) baisse des prix, persiste du fait de la chute de la construction neuve, de la pression démographique et de l'urbanisation croissante. L'appréhension du mal-logement s'inscrit dans ce...

[Nadia Kesteman](#)

Page 10 à 17

## Point de repère - Le lexique du mal-logement

Action Logement • Nouveau nom du « 1% Logement » et dénomination usuelle de la Participation des employeurs à l'effort de construction (Peec), instituée en 1953 pour les entreprises du secteur privé non agricole. À l'origine, celles-ci devaient consacrer 1% de leur masse salariale au financement de la résidence principale des salariés. Après des baisses successives, ce taux est fixé depuis 1992 à...

## Partie 1. L'évolution des besoins en matière de logement

[Yankel Fijalkow](#)

Page 18 à 30

## Le logement indigne : une nouvelle norme de l'action publique ?

Afin de situer la notion de logement indigne dans le champ normatif français, cet article propose une analyse historique des cadres de définition du mal-logement, en commençant par la loi sur le logement insalubre (1850). Pour caractériser ces évolutions, il montre que deux processus successifs affectant les normes de logement sont à l'œuvre depuis le XIX<sup>e</sup> siècle : l'un relevant de la

rationalisation, l'autre de l'individualisation. En comparant les normes sur le mal-logement aux autres systèmes de normes relevant du logement social, en montrant les usages politiques et économiques du logement indigne, il interroge les tentatives de dénombrement des acteurs associatifs et des pouvoirs publics, la notion émergente de logement vulnérable, et les impératifs d'économie d'énergie qui contribuent à une nouvelle définition du logement indigne.

1. Le processus de rationalisation
2. Le logement social comme modèle
3. L'habitat hors normes : un traitement de plus en plus individualisé
4. Le logement décent
5. Le logement indigne
6. Le logement vulnérable

[Pierre Grelley](#)

Page 31 à 31

## **Contrepoint - Coup d'œil sur la loi Loucheur**

Parmi les lois qui ont contribué à organiser le secteur du logement social à partir de la fin du XIXe siècle en France, celle qui porte le nom de son promoteur, Louis Loucheur (1872-1931), présente la caractéristique originale de s'être intéressée au mode de financement de la construction dans la perspective d'aider les familles modestes à accéder à la propriété immobilière. Votée en 1928, elle s'inscrit,...

[Bernard Ledésert](#)

Page 32 à 37

## **Quand le logement rend malade**

L'impact de la précarité énergétique sur la santé

La précarité énergétique, qui va souvent de pair avec le mal-logement, est une dimension croissante de la pauvreté. L'absence ou l'insuffisance de chauffage, en particulier, a d'importantes répercussions négatives sur la santé des adultes comme des enfants. C'est ce que montre une étude lancée par la Fondation Abbé Pierre, qui a permis de valider une méthodologie appelée à être mobilisée par cet axe spécifique d'action contre le mal-logement. La santé perçue parmi la population interrogée est très souvent dégradée. Parmi les pathologies chroniques étudiées, quatre sont rapportées plus fréquemment chez les adultes du groupe exposé : les bronchites chroniques, l'arthrose, l'anxiété et la dépression, les maux de tête.

1. La précarité énergétique en hausse
2. Des logements sans confort et des ménages pauvres
3. Une population en mauvaise santé
4. La précarité énergétique affecte également la santé des enfants
5. Une méthodologie pour un travail innovant

[Jim Ogg, Sylvie Renaut](#)

Page 38 à 40

## **Focus - Éviter le mal-logement lors du vieillissement : le choix de la cohabitation intergénérationnelle**

Vieillir dans un logement mal adapté constitue un enjeu considérable à la fois pour l'individu et pour la société. La plupart des personnes souhaitent vieillir chez elles de façon autonome le plus longtemps possible. Cependant, un logement mal adapté augmente le risque de perdre son autonomie et peut conduire, dans les situations les plus graves, à une entrée non préparée en Établissement d'hébergement...

[Pascale Vincent](#)

Page 42 à 51

## **Comment en arrive-t-on à l'expulsion ?**

La prévention des expulsions est une préoccupation centrale des politiques publiques en direction des ménages défavorisés. Pourtant, chaque année en France, plusieurs milliers de personnes sont encore expulsées de leur logement. La rencontre avec celles qui ont subi cette épreuve est riche d'enseignements. Elle montre que, s'ajoutant à une mauvaise compréhension du déroulement de la procédure, c'est principalement un cumul de difficultés de tous ordres qui empêche la mobilisation et conduit ces locataires à rester dans leur logement jusqu'à l'expulsion effective. Les multiples entraves au relogement des ménages stigmatisés par une situation d'expulsion les enferment de surcroît dans un attentisme infructueux. Ce constat confirme que l'accompagnement des ménages en difficulté sur les questions sociales mais aussi juridiques est un indispensable facteur de réussite de la prévention lors d'une procédure d'expulsion.

1. La population des ménages expulsés, nouvelle figure de la pauvreté
2. L'accumulation de difficultés, premier frein à la mobilisation
3. Le travail social en question
4. L'audience, source de déceptions
5. L'inévitable échec des plans d'apurement
6. Les entraves au relogement

*Entretien réalisé par [Nadia Kesteman](#)*

Page 52 à 58

## **Entretien - Résorber les nouveaux bidonvilles : un enjeu pour les politiques de relogement**

Entretien avec Alain Régnier – Préfet, délégué interministériel pour l'hébergement et l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées

La rédaction : Le phénomène actuel des bidonvilles est-il comparable à celui des bidonvilles d'après-guerre, voire à celui de la « zone » d'avant-guerre ?  
Alain Régnier : Les bidonvilles qui sont apparus dans notre pays depuis les années 1990 autour des grandes villes, et surtout en région parisienne, présentent des traits communs avec les campements des années 1960. Il suffit pour s'en convaincre de...

[Alain Vulbeau](#)

## **Contrepoint - La yourte est-elle un logement comme les autres ?**

La yourte est depuis longtemps connue comme l'habitat traditionnel des Mongols nomades. Cette tente circulaire constituée de peaux et de feutre repose sur une structure en bois démontable. Aujourd'hui, la yourte n'est plus seulement un espace de vie exotique et devient de plus en plus un habitat visible dans une société comme la nôtre. La yourte figure dans le registre des loisirs comme un mode d'hébergement...

## **Partie 2. La mesure du mal-logement**

[Christophe Robert](#), [Anne-Claire Vaucher](#)

Page 60 à 69

### **Le mal-logement en France : mieux connaître pour mieux agir**

Depuis plus de vingt ans, le rapport annuel sur le mal-logement de la Fondation Abbé Pierre (Fap) alerte les pouvoirs publics et les acteurs sociaux sur l'ampleur de ce phénomène, tant dans ses formes, ses causes, ses manifestations que ses enjeux sociétaux (mutations de la famille, creusement des inégalités, montée du chômage...). Cet article présente les principaux axes de ce rapport, qui établit un bilan complet. Il s'appuie notamment sur l'ensemble des données administratives disponibles et porte un regard évaluatif sur les politiques publiques mises en œuvre dans ce domaine (renouvellement urbain, responsabilités des collectivités locales, droit au logement opposable...). Compte tenu de l'urgence sociale, cet article appelle à une réorientation résolument sociale, de l'action politique dans le champ du logement.

1. L'enjeu d'une connaissance fine et actualisée
2. L'exclusion du logement, un phénomène massif en 2014
  1. 3,5 millions de personnes sans logement ou très mal logées
  2. Plus de cinq millions de personnes fragilisées par rapport au logement
3. Territorialiser l'approche du mal-logement
4. Du diagnostic à l'action politique dans le champ du logement

[Julien Damon](#)

Page 70 à 72

### **Focus - Compter les personnes sans domicile**

L'Insee a publié en 2013 les premiers résultats de sa seconde grande enquête, en une dizaine d'années, sur les sans-domicile (Insee, 2013). L'Institut compte 141 500 personnes sans domicile, soit une augmentation de près de 50 % en dix ans. Pour ces enquêtes, une personne est dite sans-domicile si elle a passé la nuit précédant l'enquête dans un lieu non prévu pour l'habitation (on parle alors de sans-abri),...

1. Une augmentation sensible du nombre de personnes sans domicile
2. Des données à interpréter avec précaution
  1. Une grande hétérogénéité de situations
  2. Le comptage, un exercice aussi ardu que délicat
  3. Des données à territorialiser
  4. Développer la régulation et la prise en charge des migrants au niveau européen
3. Objectif zéro SDF ?
4. Une autre approche : combien ont été sans domicile une fois dans leur vie ?

[Caroline Helfter](#)

Page 73 à 73

## **Contrepoint - Hébergés chez un tiers : des mal-logés mal connus**

Amortisseur social face au manque de logements abordables, l'hébergement par un tiers renvoie aux solidarités familiales ou communautaires le soin de traiter l'insuffisance de l'offre. Pour donner à voir cette « catégorie de mal-logés ignorée, voire sacrifiée, des pouvoirs publics », l'équipe de Fors-Recherche sociale lui a consacré une étude. À partir du recueil de récits de vie auprès de 34 hébergés...

[Daniel Crozat](#), [Marlène Ayassou](#)

Page 74 à 80

## **L'action des Caf sur l'habitat indécent et indigne dans le département du Nord**

Depuis vingt ans, la Caf du Nord mène une action volontariste contre l'habitat indécent, tant dans la détection des situations d'insalubrité, dans le but d'engager les propriétaires à réaliser les travaux de mise en conformité des locaux loués, qu'en matière d'accompagnement social des familles, avec le suivi spécifique logement. Cette action formalisée et contractualisée avec les communes et les EPCI a pris, au cours du temps et selon les territoires, des formes diverses. Des outils locaux de repérage des immeubles indécents et des supports d'information ont été conçus, de nouveaux partenariats noués. Une approche plus « pédagogique » est désormais testée. Aux côtés des services de l'État, la Caf du Nord participe ainsi à des actions de formation d'élus, de techniciens des services municipaux et d'avocats, sans oublier ses propres agents.

1. Une approche pionnière dans le département
2. Un partenariat avec les collectivités locales très variable selon les territoires
3. L'importance des outils de repérage et de collecte de l'information
4. Sensibiliser et former les élus et les intervenants
5. Poursuivre l'information des locataires et des bailleurs

[Alain Vulbeau](#)

Page 81 à 81

## **Contrepoint - La crise du logement en Île-de-France**

L'Île-de-France est intéressante à plus d'un titre au plan des dimensions régionales des politiques du logement. D'abord, la région sera bientôt concurrencée par l'entité territoriale du Grand Paris. Ensuite, au plan de la morphologie sociale, elle présente le paradoxe d'être à la fois une métropole mondiale très riche et un territoire marqué par une pauvreté en expansion dans certains quartiers. Cette...

[Florence Thibault](#), [Pierre Collinet](#)

Page 82 à 91

## **Faire face aux dépenses de logement : impact des aides versées par les Caf**

En 2012, 16,2 milliards d'euros ont été versés par les Caf aux 6,144 millions d'allocataires des Aides au logement (AL). Levier essentiel de la réduction des inégalités territoriales et sociales, du maintien ou de l'accès au logement des personnes modestes, le barème de cette aide dépend des caractéristiques des ménages et de leur logement. Le montant versé est calculé chaque mois, ce qui le rend réactif en cas de changement de situation familiale (arrivée d'un nouvel enfant au foyer, séparation...) ou professionnelle (perte d'emploi, invalidité, retraite...). Le montant mensuel moyen de l'aide au logement s'élève à 223 €, ce qui représente en moyenne 49 % du montant du loyer à acquitter. Ainsi, cette prestation contribue grandement à la baisse du taux d'effort financier dédié au logement : pour un allocataire sur deux, il diminue de plus de la moitié (- 52,4 %) en passant de 40,4 % des ressources disponibles à 19,2 % (valeurs médianes). Malgré la prise en compte de nombreux paramètres dans le calcul de l'aide, l'effort budgétaire à fournir pour se loger après déduction des allocations logement reste disparate selon la configuration familiale, le niveau de revenus et le lieu de vie.

1. Plus de 6,1 millions de ménages bénéficiaires d'une aide au logement
2. L'efficacité économique des allocations logement
3. Une charge nette de logement variable selon le territoire
4. Une très grande diversité dans la situation des allocataires
5. Un effet solvabilisateur essentiel sur la dépense brute de logement
6. Un effet solvabilisateur en léger recul depuis dix ans
7. Le reste à vivre : l'autre façon de lire les aides au logement
8. Quelles réformes des aides personnelles au logement ?

## **Partie 3. Le traitement du mal-logement**

[Claire Lévy-Vroelant](#), [Didier Vanoni](#)

Page 92 à 102

### **Le mal-logement est-il soluble dans le logement social ?**

De l'émergence de la demande au refus d'attribution

Les conditions d'habitat résultent aujourd'hui d'évolutions contradictoires, marquées à la fois par une amélioration générale et par le maintien, voire l'accroissement, d'une « demande insatisfaite », voire du « mal-logement » que le logement social est censé résorber. L'article met la focale sur deux moments-clés du fonctionnement du système d'attribution des logements sociaux : celui de

l'émergence de la demande, puis de son instruction, d'une part ; celui du refus éventuel par l'attributaire du logement ou de l'hébergement proposé, dans le cas favorable où une attribution intervient, d'autre part. L'offre commande, puisque c'est la libération d'un logement qui entraîne le processus de profilage des candidatures. Adopter le point de vue des demandeurs permet de mieux comprendre la diversité des situations, mais aussi et surtout la non-concordance entre offre et demande, ainsi que l'importance paradoxale des refus au moment où un logement est enfin proposé. Cette réorientation suppose un équilibre entre les interventions publiques en faveur des deux secteurs locatifs, privé et public, qui chacun à leur manière devraient pouvoir répondre aux besoins des ménages mal logés.

1. Le logement social, réceptacle du mal-logement
2. L'offre sociale de logement face au mal-logement
  1. Un ensemble hétérogène
  2. Un non-recours contraint
3. Un système gouverné par l'offre de logements disponibles
  1. Un système complexe et peu transparent
  2. Attribuer un logement social : un processus long et multipartenarial
  3. Remplir un logement plus que répondre à une demande sociale
4. Un paradoxe : des refus croissants malgré une offre restreinte
  1. Éligibles théoriques, élus au final : que propose le logement social en réalité ?
5. Prendre en compte les besoins des demandeurs

[Caroline Helfter](#)

Page 103 à 103

## **Contrepoint - Les artistes à l'avant-garde de la gentrification**

Quelle est aujourd'hui la place des classes populaires à Paris ? Ou, plus exactement : comment en est-on arrivé à leur éviction massive de la capitale ? Cette question fait l'objet d'un maître-livre dont le titre a des allures d'étendard : Paris sans le peuple, publié par la géographe Anne Clerval, enseignante-chercheuse à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée. Pour nourrir son essai sur la « gentrification »...

[Pascal Martin](#)

Page 104 à 110

## **La lutte contre l'habitat indigne à Paris**

La lutte contre l'habitat indigne (LHI) recouvre des enjeux de sécurité et de santé publique dans l'habitat pour lesquels, à Paris, la municipalité se mobilise fortement en coordination étroite avec les services de l'État compétents. Cette action publique volontariste s'inscrit dans le prolongement du Plan parisien d'éradication de l'habitat indigne (PPEHI) qui a permis de traiter 1?030 immeubles parmi les plus dégradés, insalubres et dangereux entre 2002 et 2010. Plusieurs facteurs spécifiques à l'organisation institutionnelle de la LHI ont été favorables à la coordination de l'action publique dans la capitale : un territoire communal unique se superposant au territoire départemental ; une organisation administrative et territoriale de la Ville de Paris en correspondance avec celles des

services de l'État concernés ; une répartition des compétences spécifiquement parisienne, entre le préfet de police, le préfet de Paris et la mairie de Paris, ayant induit des pratiques communes et un partage de l'information pour traiter nombre de situations d'habitat indigne ; la préexistence de partenariats forts entre les services de la collectivité parisienne et les services de l'État ; enfin, un engagement politique parisien affirmé se traduisant par la mobilisation de moyens humains et financiers.

1. Le recensement et le traitement des situations concernées
  1. Une liste de 1 030 immeubles arrêtée en septembre 2005
  2. Deux types de traitement de l'habitat dégradé
  3. Deux types d'intervention administrative
2. Le suivi : prévenir le retour de l'insalubrité
3. Répartition des responsabilités
4. Des réponses adaptées aux différents cas d'insalubrité
5. Développement de l'expertise parisienne contre l'habitat indigne

[Emily Normand](#)

Page 111 à 114

## **Focus - Les Caf et les Fonds de solidarité logement (FSL)**

Dans un contexte de marché du logement tendu, de chômage et de baisse du pouvoir d'achat des Français, les Caf soutiennent les familles en difficulté pour accéder à un logement et s'y maintenir. Le logement, socle de la vie de l'individu, est déterminant pour la cellule familiale et pour la construction de l'enfant : il est un rempart contre les précarités, il favorise l'accès à l'emploi et l'état...

1. Le rôle essentiel des Caf dans l'aide au logement
2. Le FSL, intervenir en cas de difficultés liées au logement
  1. Autonomie et collégialité
  2. Lutte contre la précarité énergétique et prévention des expulsions
  3. Les bénéficiaires du Fonds de solidarité logement
3. Quel est le rôle des Caf au sein du FSL ?

[Isolde Devalière, Olivier Teissier](#)

Page 115 à 124

## **Les indicateurs de la précarité énergétique et l'impact de deux dispositifs nationaux sur le phénomène**

La précarité énergétique est un enjeu du débat national sur la transition énergétique. C'est un sujet pluriel qui renvoie à des phénomènes très divers, au-delà de la seule efficacité énergétique des logements : creusement des inégalités et augmentation des dépenses contraintes des ménages, normes de confort et impacts sanitaires, étalement urbain et dynamiques de relégation spatiale. Un tel phénomène ne peut être appréhendé que par un panier d'indicateurs qui permettent de mettre en lumière ses différentes facettes et d'identifier les ménages les plus vulnérables. L'article analyse en détail les caractéristiques des ménages ciblés par différents indicateurs inspirés de la littérature



internationale en s'appuyant sur la base de données de l'Enquête nationale logement de 2006. Il propose également un premier éclairage sur l'impact de deux dispositifs de lutte contre la précarité énergétique. Enfin, il trace des pistes pour aller plus loin dans la compréhension du phénomène, notamment celle d'une meilleure prise en compte de la qualité thermique des logements.

1. Construction des indicateurs
2. Éclairage sur la précarité énergétique à partir des données de l'ENL 2006
  1. La mesure du phénomène selon les différents indicateurs
  2. Les caractéristiques socio-économiques des ménages concernés
  3. Typologie des ménages en fonction des indicateurs de précarité énergétique
3. L'éligibilité aux dispositifs d'aide pour les populations ciblées par les indicateurs
4. Vers une meilleure connaissance du phénomène

[Pierre Grelley](#)

Page 125 à 125

## **Contrepoint - Sommeil à vendre**

Jusqu'aux débuts de la Deuxième République, l'expression « marchand de sommeil » désignait un simple hôtelier. L'acception péjorative qu'elle a prise aujourd'hui est liée à l'apparition de comportements abusifs de la part de propriétaires lorsque se manifesta le besoin de loger en milieu urbain des travailleurs désertant les campagnes pour constituer la main-d'œuvre dont l'industrie naissante avait...

*Entretien réalisé par [Jérôme Minonzo](#)*

Page 126 à 133

## **Entretien - Le rôle des Pact dans la lutte contre le mal-logement des populations vulnérables**

Entretien avec Michel Bollon – Directeur du Pact et de l'Arim du Rhône

Les Pact sont des associations originales qui, depuis plusieurs décennies, viennent en aide aux populations vulnérables confrontées au mal-logement. Leur offre de service permet aux familles de faire valoir leurs droits en cas d'indécence du logement ou de précarité énergétique, en apportant un diagnostic du bâti mais aussi de la situation sociale des demandeurs. Les Pact les accompagnent en outre...

[Nadia Kesteman](#)

Page 134 à 137

## **Focus - L'activité de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat en 2012**

L'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (Anah), créée en 1971, est un établissement public administratif chargé de mettre en œuvre la politique nationale de développement et d'amélioration du parc de logements privés existants. En 2012, l'Anah a vu son budget baisser en

recettes comme en dépenses. Les recettes perçues ont diminué de 18 % par rapport à 2011, passant de 530,5 à 434,8 millions...

1. Les priorités d'action en 2012
  1. Lutte contre l'habitat indigne et très dégradé
  2. Lutte contre la précarité énergétique : « Habiter Mieux »
  3. Redressement des copropriétés en difficulté
  4. Adaptation des logements à la perte d'autonomie
2. Les bénéficiaires
  1. Les propriétaires occupants
  2. Les propriétaires bailleurs
  3. Les syndicats de copropriétaires
  4. Les structures d'hébergement
  5. Les collectivités et les maîtres d'ouvrage
  6. Les collectivités et opérateurs menant des opérations de RHI ou Thirori
3. Territoires et délégation de compétence

## Le social en recherche

[Michel Legros](#)

Page 138 à 138

## Quand les régions observent

Dans un système statistique aussi centralisé que celui dans lequel nous vivons en France, départements, communes et régions peinent à se doter d'outils statistiques de suivi. Les communes s'appuient sur l'Union nationale des centres communaux d'action sociale pour mettre en œuvre l'analyse des besoins sociaux prévue par un décret du 6 mai 1995, mais cet outil est surtout utilisé à des fins de planification...

Page 139 à 144

## Le social en recherche

### Titres recensés

1. Une jeunesse en statistiques

« Regards sur les jeunes en Provence-Alpes-Côte d'Azur », collectif. Étude coordonnée par le Dispositif régional d'observation sociale (Dros), 15, rue Malaval, 13002 Marseille, janvier 2014, [www.dros-paca.org](http://www.dros-paca.org)
2. L'humanité réparée, l'humanité augmentée

« Le métal et la chair. Anthropologie des prothèses informatisées », Maxime Derian. Thèse pour l'obtention du grade de docteur de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne (Sociologie), École doctorale de philosophie, Centre d'étude des techniques, des connaissances et des pratiques, 17, rue de la Sorbonne, 75005 Paris, mars 2013, 473 p.

### 3. Artistes et minima sociaux

« Du RMI au RSA. Quelle adaptation aux métiers de la création artistique ? », Sophie Avarguez, Bernard Gomel et Luc Sigalo Santos. Document de travail, Centre d'étude de l'emploi (CEE), n° 168, mars 2014, « Le Descartes », 29, promenade Michel-Simon, 93166 Noisy-le-Grand Cedex, mars 2014, 34 p., [www.cee-recherche.fr](http://www.cee-recherche.fr)

### 4. Slow is beautiful

« Va-t-on vers une frugalité choisie ? », Nicole Siounandan, Pascale Hébel et Justine Colin. Cahier de recherche n° 302, Crédoc, 142, rue du Chevaleret, 75013 Paris, décembre 2013, 113 p., [www.credoc.fr](http://www.credoc.fr)

### 5. Privation de liberté et du reste

« Les droits sociaux des détenus », Mathieu Mollon. Mémoire pour l'obtention du master 2 de Droit sanitaire et social, Université Panthéon-Assas Paris 2, Banque des mémoires 2013, 217 p., [www.u-paris2.fr](http://www.u-paris2.fr)

### 6. Squatteuses

« Habiter autrement : des squats féministes en France et en Allemagne. Une remise en question de l'ordre social », Édith Gaillard. Thèse de sociologie pour l'obtention du grade de docteur de l'Université François-Rabelais, École doctorale, Sciences de l'Homme et de la société, UMR 7324 Citeres CNRS, Équipe Pape, février 2013, 628 p., téléchargeable sur Archives ouvertes-HAL

### 7. Critères de vulnérabilité

« Vulnérabilité, identification des risques et protection de l'enfance », Laurent Lardeux (dossier coordonné par). Dossier réalisé par l'Observatoire national de l'enfance en danger, BP 30302 – 75823 Paris Cedex 17, mai 2014, 148 p., [www.oned.gouv.fr](http://www.oned.gouv.fr)

### 8. Action sociale : gouvernance rationalisée

« Évaluation de la gouvernance territoriale des politiques d'insertion et de lutte contre l'exclusion », anonyme. Étude réalisée par le Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique, décembre 2013, 137 p., [www.modernisation.gouv.fr](http://www.modernisation.gouv.fr)

### 9. Europe, quand la santé va mal

« L'accès aux soins des plus précaires dans une Europe en crise sociale. Le cas des femmes enceintes et des enfants », collectif. Étude réalisée par Médecins du Monde-Europe, mai 2014, 40 p., [www.mdmeuroblogwordpress.com](http://www.mdmeuroblogwordpress.com)